

Unité départementale de Vendée
Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche Sur Yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STAM - POIRAUD

ZI Grenouillet - BP 6
85390 Mouilleron-Saint-Germain

Références : D26.0208
Code AIOT : 0006304393

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement STAM - POIRAUD implanté ZI Grenouillet - BP 6 85390 Mouilleron-Saint-Germain. L'inspection a été annoncée le 27/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection réactive a été réalisée suite à l'incendie survenu le 24/04/2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STAM - POIRAUD
- ZI Grenouillet - BP 6 85390 Mouilleron-Saint-Germain
- Code AIOT : 0006304393

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la préparation de produits à base de volailles - découpe secondaire (brochettes, marinés, saucisses, paupiettes, rôtis). Son activité principale est visée à la rubrique 2221 de la nomenclature des installations classées pour une quantité caractéristique de 45 T/j de produits entrants.

Il est réglementé notamment par arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 1991 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2020.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accident du 24 avril 2026 - Incendie	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'usine de préparation de produits à base de volaille exploité par STAM à Mouilleron Saint Germain a subi un incendie le vendredi 24 avril vers 18h. Cet incendie a détruit environ 1000 m2 de zone de congélation contenant des matières non dangereuses, sans toucher les lignes de production ni le local de stockage de produits chimiques. Le site était à l'arrêt le jour de l'inspection et des investigations sur l'origine de l'incendie sont en cours. La reprise d'activité est conditionnée aux résultats d'une expertise en cours sur l'intégrité des structures.

Cet incendie n'a fait aucun blessé parmi les salariés du site et n'a pas eu de conséquences environnementales notables.

L'exploitant doit déclarer cet évènement selon les dispositions réglementaires en vigueur. Un rapport d'accident est à établir et à transmettre à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident du 24 avril 2026 - Incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Ayant eu connaissance lundi 27 avril, par voie de presse, d'un incendie survenu au sein du site de la STAM à Mouilleron Saint Germain le vendredi 24 avril vers 18h00, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place le 28 avril matin. Les informations suivantes ont été recueillies auprès de l'exploitant.

Description de l'évènement :

L'incendie a débuté au sein de deux chambres froides négatives et s'est étendu à deux locaux de stockage d'emballages vides et autres fournitures variées (cartons, palettes, matières plastiques). Le départ de feu a été signalé par des employés. L'alarme a ensuite été déclenchée manuellement. 5 employés ont été évacués du site. L'incendie a été maîtrisé par les pompiers du SDIS vers 2h30 du matin le samedi 25 avril au moyen d'eau provenant à la fois du poteau d'incendie situé en limite du site et de l'étang situé au nord du site (réserve d'eau partagée avec le site voisin de Fleury Michon), ainsi que d'émulseur. Un périmètre de sécurité autour du site a été mis en place par le SDIS lors de son intervention et est resté en place jusqu'au dimanche soir. L'activité n'avait pas repris le jour de l'inspection et un gardiennage est en place.

Conséquences :

Aucun blessé n'est recensé par l'exploitant parmi le personnel du site. Du fait de l'explosion d'une bouteille d'azote (gaz inerte) située au niveau d'un bras mort du circuit de refroidissement pris dans l'incendie, deux pompiers ont été évacués, en urgence relative, au CHD.

La surface détruite par l'incendie est d'environ 1000 m² (avec effondrement partiel des bâtiments), pour une surface totale de bâtiments du site de 4500 m². Les lignes de production n'ont pas été touchées par l'incendie.

Aucune matière dangereuse n'a, a priori, été prise dans l'incendie. L'incendie a principalement concerné des matières non dangereuses (cartons, plastiques, bois, éléments bâtimentaires non amiantés) et le local de produits chimiques du site (essentiellement des produits lessiviels) n'a pas été affecté. Concernant les fluides frigorigènes des installations impactées par l'incendie, l'exploitant indique que 50 kg de R404 A et 250 kg de R449 A (gaz non inflammables et non toxiques) se sont échappés de la salle des machines.

Les eaux d'extinction de l'incendie ont en grande partie été déversées dans le réseau d'eau usées du site qui est raccordé à la station d'épuration communale. L'exploitant a transmis suite à l'inspection un courriel du 28/04/2026 de la SAUR : d'après les éléments avancés par l'exploitant de la station d'épuration, 70 m³ de surplus d'effluents ont été traités par la STEP communale le 24/04/2026 suite à l'incendie, sans engendrer de problème de dysfonctionnement de la station. Des analyses en sortie de station ont été réalisées le 27/04/2026 suite à l'incendie. Elles ne révèlent pas de « non-conformité ou forte incidence » qui serait liée au rejet des eaux

d'extinction, selon le gestionnaire de la station d'épuration. Concernant l'émulseur utilisé par les pompiers, l'exploitant a fourni la fiche de données de sécurité : il s'agit d'un émulseur ne contenant pas de substances PFAS (émulseur « fluorine free »).

L'exploitant a indiqué qu'une fosse septique présente sous les bâtiments a recueilli et stocké une partie des eaux d'extinction incendie.

Causes possibles :

A ce stade, l'origine du feu n'est pas connue. L'exploitant poursuit ses investigations.

Actions engagées et/ou prévues par l'exploitant :

Les bâtiments attenants aux locaux incendiés, non directement impactés par le sinistre, sont en cours d'expertise technique portant notamment sur l'intégrité des structures. La reprise de l'activité sur le site est conditionnée aux résultats des expertises en cours.

Du fait de la présence de mousse d'extinction au niveau de la zone sinistrée et de suies au niveau des locaux de production, l'exploitant prévoit de récupérer les eaux de nettoyage "post-incendie" par l'obturation du réseau d'eaux usées au niveau du bac dégraisseur du site, pompage et stockage des eaux souillées avant évacuation en filière spécialisée.

En conclusion, compte tenu de ces éléments et constats, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite au préfet, mais reste dans l'attente :

- du rapport d'accident tel que requis dans la prescription ci-dessus ;
- des bordereaux de suivi des déchets évacués à l'issue de l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant rédige et transmet sous 15 jours un rapport d'accident au préfet et à l'inspection des installations classées, selon les dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement rappelées ci-dessus ;

=> L'exploitant transmet les bordereaux d'évacuation de déchets solides issus du sinistre, de l'eau d'extinction retenue dans la fosse septique, ainsi que des eaux de nettoyage du site suite au sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois